

**Introduction**  
*Les Possibles, n° 45*

**Il y a matière à discussion**

**Jean-Marie Harribey**

Si l'on écoute les medias, les commentateurs, la plupart des économistes et tous les responsables au pouvoir ou prétendant y accéder, les difficultés du système économique mondial sont dues aux guerres actuelles : celle déclenchée par la Russie en Ukraine depuis plus de quatre ans, et celle des États-Unis et d'Israël en Iran depuis février 2026. Ainsi, la réduction de l'utilisation du gaz russe a renchéri cette source d'énergie et le blocage du détroit d'Ormuz par l'Iran est considéré comme responsable de la hausse des prix des autres sources d'énergie, que ce soit notamment pour les transports ou pour la production des engrais.

On nous refait donc le coup du « choc pétrolier » de 1973, un choc dit « exogène » au système économique lui-même. C'était aussi le cas dans la pandémie du Covid-19 alors que le plus probable était qu'il s'agissait d'une zoonose.

Le fond de la discussion peut être repensé d'une tout autre manière. Depuis plus d'un demi-siècle, le capitalisme mondial est confronté à un problème de valorisation du capital, dont le symptôme majeur est un affaiblissement continu des gains de productivité du travail, avec pour conséquence une croissance jugée insuffisante de la rentabilité moyenne. La raison profonde de la faible croissance de la productivité est la conjonction inédite d'une double dégradation : celle des conditions du travail, qui est à la source de production réelle de valeur, et celle des conditions d'accès aux ressources sur une planète dégradée, celles-là mêmes qui fournissent la matière sur laquelle s'exerce le travail.

La riposte de la grande bourgeoisie mondiale à ces tendances fut le néolibéralisme, inauguré pendant la décennie 1970, dont les maîtres mots étaient circulation sans entraves du capital, mise des États au service du respect de la concurrence des marchés et du droit des affaires au détriment de celui du travail, marchandisation du plus grand nombre possible d'activités, détricotant les services publics et privatisant les biens communs, et sauvetage des banques pour éviter la dévalorisation de leurs actifs.

Car le fer de lance de cette réponse néolibérale avait été la financiarisation de l'économie. Les avatars de celle-ci avaient amené régulièrement le monde au bord du collapsus : krach boursier général en 1987 et des valeurs technologiques en 2000, effondrement des subprimes immobiliers en 2007. Chaque fois, le krach venait des marchés de la dette privée au sein desquels les banques étaient tellement impliquées que l'arrêt du crédit asphyxiait les économies, obligeant les banques centrales à enfreindre temporairement leur orthodoxie monétaire. Le renforcement des fonds propres des banques (accord de Bâle III) pour mieux les réguler ressemblant à un sparadrap sur une plaie ouverte.

Une plaie qui s'élargit avec le développement accéléré du *private credit* (banque de l'ombre ou intermédiation financière non bancaire représentant la moitié des actifs financiers mondiaux). Il s'agit du crédit que des opérateurs privés s'accordent entre eux, échappant donc à toute régulation. Ce crédit n'est ni de la création monétaire, ni des obligations émises sur le marché. C'est de l'épargne placée directement auprès d'investisseurs, notamment ceux qui surfaient hier sur les logiciels et aujourd'hui croient aux promesses de l'IA à coups de centaines de milliards de dollars (comme OpenAI). Et cela avec des participations croisées des capitaux investis dans le numérique où leurs propriétaires s'achètent entre eux leurs services (exemple : Netflix et Amazon). Leurs profits viennent moins de leur propre production que de la captation de rentes sur les marchés redistribuant la valeur réelle.

L'incertitude règne en ce qui concerne les véritables possibilités offertes par la révolution numérique. À la première crainte, le moindre défaut sur les dettes correspondant au *private credit* dans lequel les banques sont immergées engendrera un rush sur la liquidité. On connaît la suite<sup>1</sup>. Une suite qui risque d'être programmée, car les mauvaises conditions sociales et matérielles de création de valeur pour le capital sont toujours là sous-jacentes : peu de gains de productivité du travail et ruée sur les matières premières sur fond de guerres et de délitement de la démocratie. La réponse du capitalisme à ses propres crises ayant consisté à compenser la faiblesse de croissance moyenne de la productivité par une fuite en avant financière a donc échoué, en dépit de sa tentation libertarienne actuelle.

Repensons alors la « critique de l'économie politique » actuelle. La course à l'accumulation due au mode de production capitaliste accroît les tensions pour l'accaparement et l'exploitation des ressources de toutes sortes, surtout quand plane la menace de leur épuisement et/ou que la dégradation écologique se révèle irrémédiable. Les illusions sur le passage à une société post-industrielle et immatérielle, théorisée dans les années 1970-1980, se dissipent peu à peu aujourd'hui. Il n'empêche qu'elles ressurgissent, à l'heure de la révolution numérique et de l'intelligence artificielle, sous les formes de l'ingénierie pour surmonter la crise écologique, de la conquête de l'espace pour repousser toujours plus loin la frontière de l'hubris humain, du transhumanisme pour enfin créer l'homme nouveau affranchi des limites de la Terre.

C'est la raison pour laquelle, ce numéro des *Possibles* pose quelques éléments de réflexion sur les enjeux économique, social, écologique et politique des matières premières. Celles-ci n'ont peut-être jamais autant mérité leur nom de « premières », dans le sens où elles constituent le support matériel *sine qua non* de toute activité humaine, et donc du travail créateur de valeur économique.

Notre dossier sur les matières premières s'ouvre par l'article d'Isabelle Bourboulon qui rapporte les travaux de la journaliste et philosophe Celia Izoard. Le discours dominant invisibilise les usages de métaux pour le numérique, alors que celui-ci est « un véritable gouffre pour les métaux ». Le modèle économique fondé sur l'extraction minière est prédateur et destructeur. Il met en œuvre une « logique d'empire », qui, de nos jours, « est au service d'une cosmologie extraterrestre ».

On ne s'en doute pas trois fois par jour, mais Mireille Bruyère montre que notre alimentation consiste à « manger du pétrole ». La guerre en Iran et le blocage du détroit d'Ormuz ont mis en évidence la dépendance totale vis-à-vis des énergies fossiles.

Thierry Brugvin propose un état des lieux des ressources non renouvelables. Cela concerne en particulier les minerais métalliques qui s'épuisent rapidement. Il en résulte une hausse des prix qui s'étend jusqu'à ceux des denrées alimentaires. Autre grave conséquence : les carences en eau pour des millions d'êtres humains.

Le physicien Jacques Treiner explique la différence entre les énergies de stocks et les énergies de flux qui posent des questions différentes. Les unes sont épuisables, il faut donc anticiper le moment de leur épuisement ; pour les autres, il s'agit de « lisser les fluctuations de

---

<sup>1</sup> Tous les journaux spécialisés, en particulier ceux inféodés à la finance capitaliste, s'alarment depuis quelque temps quotidiennement de la montée des taux d'intérêt, toujours annonciateurs d'un effondrement des titres obligataires, entraînant les autres. Voir *Les Échos* du 22 mai 2026 qui titre : « Hausse des taux : les dix questions qui angoissent les marchés ». Voir aussi Éric Albert, « La coûteuse envolée des taux d'intérêt », *Le Monde*, 10 juin 2026. On nous dit partout que c'est surtout de la faute de la dette publique, alors que la dette privée est bien supérieure dans le monde. Et les banques centrales relèvent leurs taux directeurs à cause du risque d'inflation (la BCE vient de décider de les relever d'un demi-point : taux de dépôt : 2,25 % ; taux des opérations principales de refinancement : 2,4 % – principal taux directeur – ; taux de facilité de prêt marginal : 2,65 %). Voir en complément Jean-Marie Harribey, « [Retour sur 2025](#) », 11 février 2026.

la production pour l'adapter aux usages, voire d'adapter certains usages aux fluctuations de la production ».

Anne Debrégeas rappelle que le prix de l'électricité dépend du prix du gaz. Afin de maintenir l'équilibre du système électrique, le prix de l'électricité dépend « du coût variable de la centrale la plus chère dont on a besoin pour répondre à la demande ». Parce que c'est celui de la dernière unité de production mise en service, il est appelé coût marginal. Or ce système n'échappe pas à la critique : « la concurrence, avec des producteurs recherchant le profit, conduit à une impasse : le prix de marché doit correspondre au coût marginal pour déclencher le bon volume de production à chaque instant... Mais il n'est pas le bon prix d'échange entre producteurs et consommateurs puisqu'il est déconnecté du coût de production. Et de plus, il est particulièrement volatil et incontrôlable. »

Sur le plan international, il existe une tendance depuis plusieurs années à l'augmentation du prix des matières premières. Dans une série de graphiques portant sur l'industrie, l'agriculture, les principaux minerais et les céréales, Jean-Marie Harribey montre que ces prix « disent quelque chose » de la crise écologique.

Christine Demmer propose un article très détaillé sur le nickel de Nouvelle-Calédonie, dans lequel il apparaît que ce métal est un enjeu pour le développement de ce pays, et est ainsi l'objet d'un bras de fer entre les forces politiques pro- et anti-indépendantistes. Et, en arrière plan de cette opposition locale, subsiste la « main coloniale » de l'État français. Cet article illustre bien que la question des matières premières, dans cette phase de crise du capitalisme, est au centre des problèmes géopolitiques internationaux.

Le même type d'enjeux se retrouve avec la thématique agro-alimentaire. Thierry Pouch montre que la problématique pétrolière ne résume pas à elle seule les risques inhérents à la guerre en Ukraine. « L'activité agricole, par l'usage des engrais qu'elle effectue, est à l'origine d'un processus de transformation d'énergie. Le gaz naturel permet de produire de l'ammoniac, qui est l'ingrédient décisif pour fabriquer des engrais azotés. » La probabilité que les guerres provoquent un bouleversement agricole mondial est grande car « ce que traduit la période actuelle réside dans l'impossibilité de poursuivre l'accumulation du capital sans un apport de matières premières. D'une certaine manière, la configuration actuelle des relations internationales n'est pas sans rappeler celle de la Première Guerre mondiale. »

Nous publions un extrait d'un dossier du Ministère de la transition écologique et de l'équilibre des territoires consacré à l'utilisation mondiale de l'eau et au cycle de l'eau. Il s'avère que, même sous les ors de la République, on s'alarme du fait qu'en cette matière « une frontière planétaire n'est pas franchie, mais que des situations locales sont non soutenables ».

Daniel Hofnung a rédigé une recension de l'ouvrage d'Ananda Fitzsimmons *Restaurer les piliers de la vie*. Cette autrice est vice-présidente du conseil d'administration de EcoRestoration Alliance, qui promeut la restauration des écosystèmes à l'échelle mondiale pour atténuer les effets du changement climatique. Celui-ci n'est pas seulement dû à la hausse des émissions de gaz à effet de serre mais aussi à la modification de l'usage des sols. Daniel Hofnung s'écarte toutefois de l'idée d'utiliser les marchés du carbone pour planter des arbres.

Nous terminons le dossier par un extrait d'un livre d'Émile Zola, *La Terre*, dans lequel il explique, grâce au surnom donné à l'une de ses héroïnes – « la Mère Caca » – l'avantage que pourrait avoir l'utilisation à grande échelle des déchets et excréments humains et animaux. De façon prémonitoire, le romancier prévient en 1887 de l'abus des engrais chimiques phosphatés et nitrates de l'agriculture capitaliste. Juste quelques années à peine après l'avertissement de Marx : « La production capitaliste ne développe donc la technique et la combinaison du procès de production sociale qu'en épuisant en même temps les deux sources d'où jaillit toute richesse : *La terre et le travailleur* »<sup>2</sup>.

<sup>2</sup> Karl Marx, *Le Capital*, Livre I, Gallimard, La Pléiade, tome I, 1965, p. 998-999.

Dans la partie « Débats » de ce numéro, Raphaël Pradeau présente le livre qu'il vient de publier, *Taxe les riches ! Éloge de la progressivité de l'impôt*. Il s'agit, selon les termes de l'auteur, d'« un plaidoyer pour la progressivité de l'impôt », afin de rendre accessibles au plus grand nombre des débats trop souvent cantonnés à des spécialistes. Si la progressivité de l'impôt a depuis longtemps été combattue par les milieux bourgeois et conservateurs, la mise en place d'impôts progressifs au XX<sup>e</sup> siècle a joué un rôle majeur dans la réduction des inégalités. Sa remise en cause depuis le tournant néolibéral des années 1980 a contribué à la concentration des richesses entre les mains d'une minorité d'ultra-riches.

Ensuite, Jean-Marie Harribey propose une recension de l'ouvrage de Daniel Bachet *Sortir du capitalocène, Pour une démocratie économique radicale*. L'auteur s'inscrit dans une démarche sociologique, qui, à la manière de Bourdieu, voit « le champ économique comme un champ de luttes ». À cet égard, « les technologies numériques ne sont pas neutres, car elles portent l'empreinte des rapports sociaux dans et sous lesquels elles ont été conçues. » En partant de la distinction entre société et entreprise pour mettre mieux en lumière la valeur ajoutée, Daniel Bachet souligne l'importance de la modification des normes d'une « comptabilité adaptée au respect de l'écologie (CARE) ». C'est là que la discussion s'engage car les concepts de capital humain ou de capital naturel sont issus de la théorie néoclassique et les reporter dans la comptabilité, même sous le vocable de patrimoine, est risqué.

Dans le numéro 43 des *Possibles*, le dossier consacré au basculement économique, monétaire et financier comportait un article de Ludovic Desmedt auquel Marc Pilkington répond ici. Il propose d'élargir la grille de lecture pour tenir compte des nouveaux enjeux géopolitiques.

La question des matières premières n'est pas une question supplémentaire par rapport à toutes les autres à résoudre au vu de la situation engendrée par le développement capitaliste. Elle en est le cœur de celui-ci. Besoin de cuivre pour les fils de la communication, de métaux dits « rares » pour les appareils électroniques, les data centers et les voitures électriques, d'uranium pour les centrales nucléaires, et d'eau pour tout et pour tous les humains. Au sujet de l'eau, beaucoup de populations dans le monde sont déjà confrontées au stress hydrique. En Europe, le grignotage progressif des réglementations concourt à la dégradation de la qualité et de la disponibilité de l'eau. En France, la loi Duplomb et la récente loi d'urgence agricole discutée à l'Assemblée nationale facilitent la création de grandes exploitations de culture et d'élevage, à grand renfort sans doute de méga-bassines. La trajectoire choisie par le gouvernement et la Commission européenne est un déni de démocratie en même temps qu'elle est délétère<sup>3</sup>. Les instances internationales ne sont pas plus à la hauteur<sup>4</sup>. Sans même parler de l'eau comme enjeu de guerre en maints endroits, notamment au Moyen-Orient.

Comme nous le disions, sans l'exploitation du travail, celle de la nature ne pourrait l'être et celle de la nature ne pourrait exister sans celle du travail. Cette question ne relève pas non plus d'une simple lecture économique, car elle doit être replacée au sein des rapports sociaux, qui, eux-mêmes, incluent les rapports entretenus avec la nature, la terre, comme l'écrivaient Marx et Zola.

Les choses et les relations entre elles sont tellement complexes qu'il nous faut saluer Edgar Morin, disparu à près de 105 ans il y a quelques jours. Nous indiquons ici la référence de l'hommage que lui avait rendu en 2011 Martine Boudet, « [Edgar Morin, le penseur de la complexité](#) »<sup>5</sup>. Mais, devant la pluie d'éloges sur les médias au moment de sa disparition, sans aucune nuance sur la pertinence de la « complexité », nous donnons aussi la référence d'un

<sup>3</sup> Voir Stéphane Foucart, « Pour l'eau, une trajectoire catastrophique », *Le Monde*, 14 et 15 juin 2026.

<sup>4</sup> Jean-Marie Harribey, « [Le discours sur la valeur de l'eau ne vaut pas grand-chose](#) », *Blog Alternatives économiques*, 7 avril 2021.

<sup>5</sup> Martine Boudet, *Educavox*, 12 juillet 2021.

texte de Jean Jacob, « [Les effets pervers de la complexité morinienne](#) »<sup>6</sup>. Au-delà de la vertu exemplaire de l'engagement social et politique d'Edgar Morin, il nous reste à prendre en considération son héritage intellectuel dans lequel il y a aussi... matière à discussion.

---

<sup>6</sup> Jean Jacob, *La Pensée*, 2013/1, n° 373, p. 131-137.